

CHAPITRE 2 – Démocraties fragilisées et expériences totalitaires en Europe (1919-1939)

Doc 2 p. 42 : Le culte de la personnalité

« Ô grand Staline Ô chef des peuples

Toi qui fais naître l'homme

Toi qui fécondes la terre

Toi qui rajeunis les siècles

Toi qui fais fleurir le printemps

Toi qui fais vibrer les cordes musicales

Toi splendeur de mon printemps

Soleil reflété par des milliers de coeurs. »

**Poème à la gloire de Staline, de Rakhimov, paru en 1936 dans la Pravda,
journal officiel du parti communiste soviétique.**

Doc 3 p. 42 : La dékoulakisation¹

Mon père ne voulait pas faire partie du kolkhoze². On lui disait qu'il était un agent koulak. Nous avons un cheval, une vache, une petite génisse, cinq moutons, quelques cochons et une grange ; c'est tout. Et puis, un matin, des étrangers sont arrivés à la maison. Il y en avait un qui venait de la Guépéou³. Ils ont emporté toutes nos affaires, et les bêtes qui nous restaient ont été emmenées au kolkhoze [...].

On nous fit monter dans des wagons à bestiaux. Puis le train démarra. Personne ne savait où nous allions. Il y en avait qui disait que c'était en Sibérie, d'autres que c'était dans le Grand Nord.

D'après V.-A. Kravtchenko, J'ai choisi la liberté, 1947. DR.

1. Répression contre les koulaks.
2. Voir « collectivisation ».
3. Police politique qui ensuite prend le nom de NKVD.

Doc 5 p. 43 : La Grande Terreur, sur ordre de Staline

En seize mois, d'août 1937 à novembre 1938, environ 700 000 citoyens soviétiques furent exécutés après avoir été condamnés à mort à l'issue d'une parodie de jugement. Soit près de 50 000 exécutions par mois, 1 600 par jour. Durant la Grande Terreur, un Soviétique adulte sur cent fut exécuté. Dans le même temps, plus de 800 000 Soviétiques étaient condamnés à une peine de dix ans de travaux forcés et envoyés au goulag.

[...] Quinze ans après l'ouverture des archives soviétiques¹, il est enfin possible de prendre la mesure exacte de ce que fut réellement la Grande Terreur en URSS. [...] Celle des « opérations répressives secrètes de masse » [...] de « purification sociale » visant à liquider définitivement tous les éléments jugés « nuisibles » à la nouvelle société socialiste. [...] Parmi ces purges, celle des dirigeants bolcheviques accusés des pires crimes de trahison. [...] Le NKVD² mettait en œuvre des opérations qui visaient les ex-koulaks. [...] Chaque région se voyait attribuer des quotas d'individus à fusiller et à interner en camp.

Nicolas Werth, directeur de recherche à L'Institut du temps présent-CNRS, « La vérité sur la Grande Terreur », L'Histoire, n° 324, octobre 2007.

1. Au début des années 1990.

2. Police politique.

Doc 1 p. 44 : L'Allemagne touchée par la Grande Dépression

Nous entendions toujours les adultes parler de tel ou tel de leurs amis qui avait perdu son emploi et ne savait plus comment faire vivre sa famille¹. [...] De plus, mes parents imputaient tout cela aux réparations que l'Allemagne devait payer à ses anciens adversaires² [...]. On ne parlait pas, en revanche, des conséquences de la grande crise économique, qui était durement ressentie partout, pas seulement en Allemagne, au début des années 1930. [...] Ils disaient : « L'Allemagne [...] n'a pas été battue sur le terrain, mais poignardée dans le dos par les crapules qui la gouvernent à présent³. » [...] On entendait sans cesse répéter que l'une des raisons de ce triste état de choses était l'influence grandissante des Juifs.

Melita Maschmann, Ma jeunesse au service du nazisme, DR, 1967.

1. 1,5 million de chômeurs en 1928, 5,5 millions en 1932.
2. Sanctions financières imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles.
3. Depuis 1918, l'Allemagne est une démocratie : la République de Weimar.

Doc 3 p. 45 : Le Führer, un chef absolu

Hitler réaffirme l'un des principes essentiels du nazisme, exposé dans son livre *Mein Kampf* (« Mon combat »), en 1925.

Il faut que quelqu'un commande et il ne peut y en avoir plus qu'un ; celui qui commande ordonne et les autres doivent obéir. [...] C'est pourquoi notre État n'est en rien fondé, je tiens à le souligner, sur la consultation populaire ; notre objectif est de convaincre le peuple de la nécessité de ce qui se fait. [...]

Le peuple est aujourd'hui plus heureux en Allemagne que partout ailleurs dans le monde. Il ne se sent dans l'insécurité que lorsqu'il n'a plus de chef. Dès l'instant où il est fermement dirigé, il est heureux ; car il sait très bien qu'il ne comprend rien à tout ça.

Adolf Hitler, discours, 29 avril 1937.

Doc 5 p. 45 : La jeunesse allemande, selon Hitler

Nous ferons croître une jeunesse devant laquelle le monde tremblera. Une jeunesse intrépide, cruelle. Elle saura supporter la douleur. Je ne veux en elle rien de faible ni de tendre. Je la ferai dresser à tous les exercices physiques. Je ne veux aucune éducation intellectuelle. Le savoir ne ferait que corrompre mes jeunesses. La seule science que j'exigerai de ces jeunes gens, c'est la maîtrise d'eux-mêmes. Ils apprendront à dompter la peur.

D'après Hitler, propos recueillis par Hermann Rauschning en 1933 et 1934,

Hitler m'a dit, Somogy, 1945.

Doc 7 p. 46 : L'humanité, selon Hitler

Tout ce que nous avons aujourd'hui devant nous de civilisation humaine, de produits de l'art, de la science et de la technique est presque exclusivement le fruit de l'activité créatrice des Aryens¹. Ce fait permet de conclure [...] qu'ils ont été seuls les fondateurs d'une humanité supérieure.

Par la suite, la voie que devait suivre l'Aryen était nettement tracée. Conquérant, il soumit les hommes de race inférieure [...].

Le Juif forme le contraste le plus marquant avec l'Aryen. [...] Si les Juifs étaient seuls en ce monde, ils étoufferaient dans la crasse et l'ordure ou bien chercheraient dans des luttes sans pitié à s'exploiter et à s'exterminer [...]. L'effet produit par [la présence du peuple juif] est celui des plantes parasites : là où il se fixe, le peuple qui l'accueille s'éteint au bout de plus ou moins longtemps.

Adolf Hitler, Mein Kampf (« Mon combat »), 1925.

1. Selon Hitler et les nazis, les Aryens sont une « race supérieure », dont les Allemands, « race germanique », font partie.

Doc 9 p. 46 : Les lois de Nuremberg (1935)

Art. 1. Les mariages entre Juifs et sujets de sang allemand ou apparenté sont interdits. [...]

Art. 3. Il est interdit aux Juifs d'employer à des travaux de ménage chez eux des femmes de sang allemand ou assimilé âgées de moins de quarante-cinq ans.

Art. 4. Il est interdit aux Juifs de hisser le drapeau national du Reich [...]. Il leur est en revanche permis de pavoiser¹ aux couleurs juives [...].

Art. 5. Les infractions à l'article 1 seront punies de travaux forcés.

Lois pour la protection du sang et de l'honneur allemands, dites « lois de Nuremberg », 15 septembre 1935.

1. Brandir un drapeau.

Doc 12 p. 47 : La Nuit de cristal (9 au 10 novembre 1938)

Les autorités nazies déclenchent, sur le territoire allemand, une nuit de violences et de destructions contre les Juifs.

Peu d'agents dans les rues, et ceux qu'on pouvait rencontrer assistaient indifférents au terrible pillage. Si des arrestations ont été effectuées, ce sont sur la personne de Juifs essayant de défendre leurs biens. [Des] milliers de magasins, de bureaux et d'entrepôts [...] ont été pillés aujourd'hui. [...]

Toutes les synagogues importantes, aussi bien à Berlin qu'à Hambourg et dans des villes de moindre importance, ont été soit incendiées, soit absolument vidées de tous les objets précieux qu'elles contenaient.

Article paru dans Le Figaro, 11 novembre 1938.

Doc 3 p. 49 : Le programme du Front populaire

Les partis¹ et organisations groupant des millions d'êtres humains, qui ont juré de rester unis, aux termes du serment « pour défendre les libertés démocratiques, pour donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse, et au monde la grande paix humaine », ont cherché ensemble les moyens pratiques d'une action commune, immédiate et continue. [...]

C'est ainsi que dans l'ordre politique, il définit les mesures indispensables pour assurer le respect de la souveraineté nationale exprimée par le suffrage universel et pour garantir les libertés essentielles (liberté d'opinion et d'expression, libertés syndicales, liberté de conscience et laïcité) [...] et que, dans l'ordre économique et financier, il s'attache à lutter, dans l'intérêt des masses laborieuses et épargnantes², contre la crise [...].

Programme du Rassemblement populaire pour les élections législatives de

1936, janvier 1936.

1. SFIO, parti radical et parti communiste.
2. Ouvriers, employés, petits propriétaires.

Doc 6 p. 49 : Les accords de Matignon (7 juin 1936)

Art. 1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail. [...]

Art. 3. L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel [...].

Art. 4. Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés. [...]

Art. 5. [...] Dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, [...] il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers selon l'importance de l'établissement. [...]

Extraits des accords de Matignon, signés par le syndicat CGT et le patronat sous la présidence de Léon Blum, chef du gouvernement du Front populaire,

7 juin 1936.

Leçon p. 50 : Démocraties fragilisées et expériences totalitaires en Europe (1919-1939)

A - L'URSS totalitaire de Staline

1. La mise en place d'un régime communiste

Depuis la révolution de 1917 (p. 28-29), les communistes dirigent l'URSS.

Successeur de Lénine en 1924, Staline domine le Parti communiste en 1928. Seul au pouvoir, il accélère la mise en place du communisme en URSS. Il impose le contrôle de l'économie, la collectivisation de l'agriculture et une industrialisation rapide.

2. Des organisations encadrent toute la société

La propagande utilise tous les moyens pour convaincre les Soviétiques de la supériorité du régime : radio, presse, cinéma... Elle développe le culte de la personnalité autour de Staline. Des organisations encadrent tous les groupes de la société : jeunesse, femmes, ouvriers...

La violence est un autre moyen de gouverner : une police politique, le NKVD, surveille la population. Toute contestation, réelle ou supposée, conduit à l'emprisonnement, au goulag ou à l'élimination.

B - L'Allemagne nazie totalitaire d'Hitler

1. L'installation au pouvoir

De nombreux Allemands reprochent à la République de Weimar, instaurée en 1918, de les avoir trahis en signant le traité de Versailles. La crise économique de 1929 renforce encore l'hostilité à l'égard de ce régime démocratique.

Adolf Hitler profite de cet état d'esprit. Son parti, le NSDAP, accuse démocrates, Juifs et communistes d'être responsables des maux de l'Allemagne. Le 30 janvier 1933, Hitler est nommé chancelier, chef du Gouvernement allemand. Dès mars, il obtient les pleins pouvoirs. Le NSDAP est le seul parti autorisé, les élections sont supprimées et les opposants pourchassés par une police politique, la Gestapo.

2. Totalitarisme, racisme et antisémitisme

Le régime est totalitaire. Propagande et culte de la personnalité sont omniprésents. La société est encadrée par des organisations (par exemple, les Jeunesses hitlériennes) et l'économie est dirigée par l'État.

Mais la spécificité du nazisme tient à son idéologie. Pour Hitler, les Aryens, race supérieure, doivent lutter contre les Juifs, définis comme une race inférieure et dangereuse.

Il met alors en place une politique antisémite. En 1935, les lois de Nuremberg définissent les Juifs comme des étrangers et leur interdisent toute relation avec des non-Juifs ; de nombreux emplois leur sont interdits. Des violences éclatent : lors de la Nuit de cristal (9-10 novembre 1938), synagogues, commerces et logements juifs sont détruits, et 30 000 Juifs sont envoyés en camps de concentration.

C - L'expérience démocratique du Front populaire

1. Une atmosphère de crise

En France, la crise économique de 1929 provoque chômage et pauvreté, mais aussi une agitation sociale et politique. La démocratie est contestée, sous l'influence de ligues d'extrême droite, et des émeutes antiparlementaires éclatent à Paris le 6 février 1934.

2. Élections et réformes

Les partis de gauche y voient une tentative de coup d'État pour instaurer une dictature. Ils forment alors une alliance pour les élections législatives : c'est le Front populaire, victorieux en mai 1936. Des grèves éclatent en soutien au Front populaire.

Le 7 juin, syndicats et patronat, réunis par Léon Blum, chef du Gouvernement, signent les accords de Matignon : les salaires sont augmentés, la liberté syndicale assurée, des conventions collectives instaurées. Le temps de travail hebdomadaire passe de 48 à 40 heures et deux semaines de congés payés sont accordées aux salariés.